

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 7 OCTOBRE 2014**

CH/RT

**OBJET : N° 1.3.4. – ADMINISTRATION GENERALE –
DEMANDE DEGREVEMENT M. SABOT A MONTREAL -**

L'an deux mille quatorze, le sept du mois d'octobre à neuf heures quinze minutes, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,
M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,

M. Joseph FALLOT, Membre du Bureau,
M. Jean-Pierre IMMACOLATO, Membre du Bureau,
M. Jean-Marie DURIEU, Membre du Bureau,
Mme Dominique CHAGNOL, Membre du Bureau,

Etaient absents :

M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,

M. René UGHETTO, Membre du Bureau,
M. Marc SOUTEYRAND, Membre du Bureau,
M. Stéphane CIVIER, Membre du Bureau,
M. Patrice FLAMBEAUX, Membre du Bureau, (excusé)
M. James BELLOT, Membre du Bureau, (excusé)
Mme Jessica KONARZEWSKI, Membre du Bureau.

A été élu secrétaire de séance : M. Angelin RAMANMALI.

**OBJET : N° 1.3.4. – ADMINISTRATION GENERALE –
DEMANDE DEGREVEMENT M. SABOT A MONTREAL -**

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du Comité Syndical en date du 26 mai 2014).

Par courrier du 10 juillet 2014, M. SABOT Benjamin. a sollicité la SAUR pour obtenir un dégrèvement suite au constat d'une fuite d'eau sur la période du 18 février 2013 au 13 février 2014, la facture de juin 2014 présentant une consommation de 2 294 m³, soit un dépassement de 2 168 m³ au regard de la consommation moyenne des années antérieures qui s'élevait à 126 m³.

La réparation par un professionnel a été effectuée rapidement.

Il est proposé d'accorder un dégrèvement au titre des nouvelles dispositions du décret en date du 24 septembre 2012.

Toutefois, il est précisé que cet abonné a signé antérieurement un protocole transactionnel avec le SEBA pour « vol d'eau » qui n'a pas été respecté. Il est donc proposé de conditionner cet accord, au remboursement des sommes dues par M. SABOT et prévues au protocole susmentionné.

Considérant en outre que le montant à prendre en compte dépasse 4 000,00 €, le Bureau Syndical est appelé à délibérer sur cette proposition.

Après en avoir débattu, le Bureau Syndical, à l'unanimité des membres présents, **ADOpte** cette proposition.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,
Le Président,

Jean PASCAL